



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Marchés de Fournitures Courantes et de Services

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics
45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Prestations de services d'assurance portant sur la responsabilité et risques annexes et sur la responsabilité relative aux recherches impliquant la personne humaine au profit du Centre Hospitalier Universitaire de Reims

Procédure de passation :

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	3
1.1. - TYPE.....	3
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	3
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	3
1.4. - PRESTATIONS SIMILAIRES	3
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	3
2.1. - FORMES.....	3
2.2. - DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	4
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	4
4.1.1. - Parties signataires.....	4
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	4
4.1.3. - Coassurance	4
4.1.4. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	5
4.2. - RESPECT DE LA CONFIDENTIALITE	5
4.3. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	5
ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION	6
5.1. - LIEUX D'EXECUTION	6
5.2. - OBLIGATIONS DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE	6
5.3. - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
5.4. - MODIFICATION DES RISQUES EN COURS D'EXERCICE	6
5.5. - STATISTIQUES SINISTRES.....	7
5.6. - BONS DE COMMANDE.....	7
ARTICLE VI - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	7
6.1. - CONTENU DES PRIX.....	7
6.2. - FORME DU PRIX	7
ARTICLE VII - REGLEMENT DES COMPTES.....	7
7.1. - MODALITES DE FACTURATION.....	7
7.2. - DELAI DE PAIEMENT	8
7.3. - INTERETS MORATOIRES	8
ARTICLE VIII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	8
8.1. - AVANCE	8
8.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE IX - RESILIATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE X - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	9

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

☐ Fournitures

☒ Services

☐ Travaux

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet la réalisation de **prestations d'assurance portant sur la responsabilité et risques annexes et sur la responsabilité relative aux recherches impliquant la personne humaine** pour le Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Les spécifications techniques sont précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

1.3. - Allotissement

Le marché est divisé en **2 lots** définis ci-dessous :

LOT N°	INTITULÉ
1	Responsabilité et risques annexes
2	Responsabilité relative aux recherches impliquant la personne humaine

1.4. - Prestations similaires

Le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'exécution de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Formes

Le **lot n° 1** prend la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

Le **lot n° 2** prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2° alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec un maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu, sans minimum mais avec un maximum.

Le maximum annuel est fixé à 30 000 € HT.

Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.2. - Durée du marché

Le marché est passé pour la période à compter du 1^{er} janvier 2026 à 0h00 jusqu'au 31 décembre 2026 à 0h00.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2029 à 0h00.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 6 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes, notamment ses annexes financières, les éventuelles observations et amendements aux cahiers des clauses (CCAP, CCTP et annexes) et la convention de gestion,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire représenté par sa Directrice Générale.

et

- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Coassurance

Si en cours d'exécution du marché, un des membres du groupement se retire de la coassurance, le Centre Hospitalier Universitaire peut accepter, par avenant, le remplacement du coassureur partant par un autre membre du groupement, sous réserves que les conditions d'exécution du marché demeurent strictement inchangées. Il peut

également faire le choix de poursuivre son exécution en coassurance incomplète ou encore résilier le marché.

4.1.4. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé au Centre Hospitalier Universitaire ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

4.2. - Respect de la confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution de ses prestations au titre du présent marché.

4.3. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Le titulaire du marché devra apporter à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

A cet effet, le titulaire du marché s'engage à :

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution du marché ou en exécution d'une obligation légale ou avec l'accord explicite de l'acheteur,
- collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire du marché est aussi tenu à une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil. Ainsi, si pour le titulaire, une instruction de l'acheteur constitue une violation des règles en matière de protection des données, il devra immédiatement l'en informer.

Si le titulaire envisage de faire appel à un sous-traitant, il devra obtenir l'autorisation écrite de l'acheteur. Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que celles prévues au présent contrat. Si le sous-traitant ne respecte pas ses obligations, le titulaire est pleinement responsable vis-à-vis de l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire du marché devra également :

- mettre à disposition de l'acheteur, à sa demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD,
- communiquer à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du RGPD.

ARTICLE V - CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. - Lieux d'exécution

Tous les sites du Centre Hospitalier Universitaire ainsi qu'en tous lieux d'exercice d'activité sont concernés par le présent marché.

5.2. - Obligations du Centre Hospitalier Universitaire

Le Centre Hospitalier Universitaire fournira tout document et informations utiles notamment en cas d'évolution des risques.

5.3. - Obligations du titulaire

Dès réception des documents qu'il aura sollicités, le titulaire devra émettre le contrat d'assurance ou l'avenant portant modifications, et la prime correspondante sera calculée sur la base des taux fermes retenus dans le cadre du marché.

5.4. - Modification des risques en cours d'exercice

Pour l'ensemble des contrats souscrits et dans la limite des activités définies au CCTP, le Centre Hospitalier Universitaire procèdera à des régularisations annuelles.

Le titulaire sollicitera une mise à jour annuelle au plus tard dans un délai de 3 mois après la date d'échéance principale.

En conséquence, toutes adjonctions (bâtiments, matériels, personnels...) seront automatiquement couvertes, sans déclaration préalable, dans la limite des conditions contractuelles en cours.

5.5. - Statistiques sinistres

Le titulaire adressera au minimum tous les 12 mois et à chaque demande du Centre Hospitalier Universitaire des statistiques sinistres détaillées indiquant la date et le numéro du sinistre, l'évaluation globale du dossier, les règlements et les provisions, le coût des franchises par dossier.

5.6. - Bons de commande

Seules les prestations d'assurance portant sur les recherches sur la personne humaine s'exécutent au moyen de bons de commande. Chaque protocole de recherche constitue une commande.

ARTICLE VI - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6.1. - Contenu des prix

Les prix sont réputés inclure l'ensemble des moyens nécessaires à l'exécution des prestations et comprendre toutes les charges fiscales ou autres afférentes aux prestations.

6.2. - Forme du prix

Les cotisations seront calculées en fonction de taux ou de prix unitaires applicables à une assiette variable au CCTP.

Ces taux et ces prix unitaires sont fermes sur la durée totale du marché.

ARTICLE VII - REGLEMENT DES COMPTES

7.1. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

7.2. - Délai de paiement

Le Centre Hospitalier Universitaire ne pouvant pas effectuer le paiement de la prime dans le délai de 10 jours prévu à l'article L.113-3 du Code des assurances, le paiement sera effectué dans le délai convenu contractuellement entre les parties ou à défaut dans la limite maximum de paiement de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

7.3. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE VIII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1. - Avance

Il est formellement convenu que le paiement d'avance des primes d'assurance au sens du Code des assurances n'est pas considéré comme étant une avance au sens du Code de la commande publique.

8.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE IX - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS ainsi que dans les conditions prévues au Code des assurances et notamment à l'article L.113-4.

Les résiliations à l'initiative du titulaire ne pourront être mises en œuvre que dans le respect des conditions suivantes :

- En application stricte des dispositions du Code des assurances.
- Sans possibilité pour le titulaire de prétendre à une quelconque indemnité.
- Sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois avant l'échéance de l'année en cours.

En toute hypothèse, la part de cotisation déjà versée correspondant aux risques à couvrir à compter de la date de résiliation sera remboursée au Centre Hospitalier Universitaire. Par ailleurs, en complément du premier alinéa de l'article 7.2 ci-avant, le titulaire renonce à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est imputable à l'exécution des procédures et formalités administratives.

ARTICLE X - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Monsieur le Directeur des Affaires Juridiques et des Marchés Publics
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XI - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sans objet.

Reims, le 11 septembre 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur des Affaires Juridiques
et des Marchés Publics

Ludovic LORRAIN